



## CHAPITRE 61

### Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent

[Sanctionnée le 10 février 1955]

Préambule.

**A**TTENDU que la ville Saint-Laurent a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 8 Édouard VII, chapitre 94, modifiée par les lois 3 George V, chapitre 71; 8 George V, chapitre 91; 13 George V, chapitre 97; 20 George V, chapitre 114; 4 George VI, chapitre 95; 9 George VI, chapitre 85; 11 George VI, chapitre 91; 13 George VI, chapitre 89; 14 George VI, chapitre 106; 14-15 George VI, chapitre 86; 1-2 Elizabeth II, chapitre 78, et 2-3 Elizabeth II, chapitre 84, et les autres lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Constitution en cité.

**1. a)** A compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, les habitants et contribuables du territoire de la ville Saint-Laurent et leurs successeurs formeront une corporation de cité connue sous le nom de "Cité de Saint-Laurent" et le mot "ville", partout où il se trouve dans la charte de la ville Saint-Laurent, est remplacé par le mot "cité".

**b)** La corporation constituée par la présente loi succédera aux droits, obligations, privilèges, biens, créances et actions de la

## CHAPTER 61

### An Act to amend the charter of the town of St. Laurent

[Assented to, the 10th of February, 1955]

Preamble.

**W**HEREAS the town of St. Laurent has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 8 Edward VII, chapter 94, amended by the acts 3 George V, chapter 71; 8 George V, chapter 91; 13 George V, chapter 97; 20 George V, chapter 114; 4 George VI, chapter 95; 9 George VI, chapter 85; 11 George VI, chapter 91; 13 George VI, chapter 89; 14 George VI, chapter 106; 14-15 George VI, chapter 86; 1-2 Elizabeth II, chapter 78, and 2-3 Elizabeth II, chapter 84, and the other acts amending the same, be again amended for the purpose of granting it more extensive powers; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1. a.** From the coming into force of this act, the inhabitants and ratepayers of the territory of the town of St. Laurent and their successors shall form a city corporation under the name of the "City of Saint-Laurent", and the word "town" wherever it occurs in the charter of the town of St. Laurent shall be replaced by the word "city".

**b.** The corporation constituted by this act shall succeed to the rights, obligations, privileges, property, claims and

corporation de la ville Saint-Laurent.

c) Les officiers et employés municipaux actuels de la corporation de la ville Saint-Laurent resteront en fonctions jusqu'à leur démission ou leur remplacement par le conseil de la cité de Saint-Laurent, en vertu des dispositions de la présente loi.

d) Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisation, redevances, listes, plans et autres actes et documents municipaux quelconques, faits et consentis par le conseil de la ville Saint-Laurent continueront d'avoir leurs effets jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés, abrogés ou exécutés.

e) Tous les billets, bons, obligations, engagements, titres ou contrats quelconques souscrits, acceptés, endossés ou consentis par la ville Saint-Laurent jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, continueront d'avoir leurs effets légaux.

f) Le maire et les échevins de la corporation de la ville Saint-Laurent au moment de la sanction de la présente loi, ou leurs remplaçants, deviendront le maire et les échevins de la corporation constituée par la présente loi et le terme de la charge du maire et celui des échevins expireront conformément aux dispositions de la charte de la cité.

actions of the corporation of the town of St. Laurent.

c. The present municipal officers and employees of the corporation of the town of St. Laurent shall remain in office until they resign or are replaced by the council of the city of Saint-Laurent, under the provisions of this act.

d. All by-laws, resolutions, records, assessment rolls, dues, lists, plans and other municipal deeds and documents whatsoever, made and authorized by the council of the town of St. Laurent shall continue to have effect until amended, annulled, repealed or carried out.

e. All notes, bonds, debentures, agreements, title deeds or contracts whatsoever, signed, accepted, endorsed or agreed upon by the town of St. Laurent up to the coming into force of this act, shall continue to have legal effect.

f. The mayor and the aldermen of the corporation of the town of St. Laurent at the time of the sanction of this act, or their successors, shall become the mayor and the aldermen of the corporation constituted by this act and the term of office of the mayor and that of the aldermen shall expire in accordance with the provisions of the charter of the city.

S.R.,  
c. 233,  
a. 426,  
am. pour  
la cité.

Modifi-  
cation ou  
abroga-  
tion.

**2.** Le deuxième alinéa du paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes est remplacé, par la cité, par le suivant:

"Tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe divisant la municipalité en arrondissements ou zones, prescrivant l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement ou la destination des constructions qui peuvent y être érigées, ou la superficie des lots, la proportion qui pourra en être occupée par les constructions et l'espace qui devra être laissé libre entre elles, ainsi que la reconstruction, la modification, la réparation, l'agrandissement, l'occupation et l'usage des constructions déjà érigées, ne peut être modifié ou abrogé que par un autre règlement sujet à l'approbation des électeurs propriétaires obtenue de la manière suivante:

Dans les dix jours de l'adoption du règlement par le conseil, il sera convoqué, au moins huit jours d'avance, par avis

**2.** The second sub-paragraph of paragraph one of section 426 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"No by-law passed under this paragraph dividing the municipality into districts or zones, prescribing the architecture, dimensions, symmetry, alignment or destination of the buildings which may be erected therein, or the area of lots, the proportion which may be occupied by the buildings and the space which shall be left open between them or the reconstruction, alteration, repair, enlargement, occupation and use of buildings already erected, may be amended or repealed except by another by-law subject to the approval of the electors who are property owners obtained in the following manner:

Within ten days after the passing of such by-law by the council, a public meeting of the electors who are property owners and

R.S.,  
c. 233,  
s. 426,  
am. for  
city.

Amend-  
ment or  
repeal.

Assemblée  
publique.

Public  
meeting.

public signé par le greffier, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil, une assemblée publique des électeurs propriétaires dont les immeubles sont situés dans l'arrondissement ou zone que le conseil décrètera affectés par ledit règlement de modification ou d'abrogation.

Présidence.

Cette assemblée sera présidée par le maire ou le maire-suppléant ou, en leur absence, par l'un des échevins. Le greffier du conseil agira comme secrétaire, lira et soumettra le règlement à l'assemblée.

Demande de votation.

Vingt-cinq électeurs propriétaires présents et concernés, ou un cinquième de ceux-ci, si le nombre est inférieur à vingt-cinq, pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation sur ce règlement. Sur cette demande, le maire, ou la personne qui préside, devra fixer les jours de la votation, qui doit être tenue dans les trente jours de cette assemblée. Si la votation n'est pas demandée suivant les prescriptions mentionnées ci-dessus, le règlement est censé être approuvé à l'unanimité par les contribuables intéressés. Si la votation est demandée, ce règlement ne peut être modifié ou abrogé que par le vote au scrutin secret de la majorité en nombre et en valeur des électeurs propriétaires qui ont exercé leur droit de vote, pourvu qu'au moins un tiers de ceux qui ont droit de voter et qui résident dans la municipalité aient exercé ce droit."

Rôle pour 1955.

**3.** Le rôle d'évaluation de la cité de Saint-Laurent pour l'année 1955 sera le rôle d'évaluation qui a été mis en vigueur pour l'année 1954 par les dispositions des articles 6 et 11 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 84, avec les amendements y effectués en 1954 en conformité avec l'article 5 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 84.

Évaluation.

Nonobstant toutes dispositions législatives contraires, les propriétés servant à des fins industrielles, situées dans le territoire annexé le 1er avril 1954 seront évaluées pour l'année 1955 par les évaluateurs en fonction.

Idem.

Sauf quant aux propriétés servant à des fins industrielles et mentionnées ci-dessus, sans autres formalité, le rôle d'é-

whose properties are situated in the district or zone which the council may declare affected by the said amending or repealing by-law, shall be called, at least eight days in advance, by public notice signed by the clerk, at the place, on the day and at the time fixed by the council.

Such meeting shall be presided over by the mayor or the pro-mayor or, in their absence, by one of the aldermen. The clerk of the council shall act as secretary and shall read and submit the by-law to the meeting.

Presiding.

Twenty-five elector-proprietors present and concerned, or one-fifth of such electors if their number is less than twenty-five, may, but only within the hour following the opening of the meeting, demand a poll on such by-law. Upon such demand, the mayor or the person presiding shall fix the polling days, and the poll must be held within thirty days after such meeting. If a poll is not demanded in accordance with the above mentioned requirements, the by-law shall be deemed to be unanimously approved by the rate-payers concerned. If a poll is demanded, such by-law may not be amended or repealed except by the vote by secret ballot of the majority in number and in value of the electors who are property owners and who have voted, provided that at least one-third of those who are entitled to vote and who reside in the municipality have exercised such right."

Demanding vote.

**3.** The valuation roll of the city of Saint-Laurent for the year 1955 shall be the valuation roll which was put into force for the year 1954, under the provisions of sections 6 and 11 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 84, with the amendments effectuated therein, in 1954, in conformity with section 5 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 84.

Roll for 1955.

Notwithstanding any inconsistent legislative provisions, the properties used for industrial purposes and situated in the territory annexed on April 1st, 1954, shall be assessed, for the year 1955, by the assessors in office.

Assessment.

Except with respect to properties used for industrial purposes and above mentioned, without any other formality, the

Idem.

valuation précité entrera en vigueur le jour de la sanction de la présente loi.

Base.

Les rôles spéciaux des années 1954 et 1955 seront faits sur la même base que les rôles généraux des exercices 1954 et 1955.

above mentioned valuation roll shall come into force on the day of the sanction of this act.

The special rolls for the years 1954 and 1955 shall be made on the same basis as the general rolls for the fiscal years 1954 and 1955.

Terri-  
toires an-  
nexés.

4. Nonobstant l'article 17 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 97, et les résolutions des conseils municipaux intéressés qui ont été passées par la suite, le territoire comprenant les lots numéros 84, 85 et 86 du cadastre de la paroisse de Pointe Claire sont annexés à la cité de Saint-Laurent.

Taxes non  
changées.

Tant et aussi longtemps que ces lots ne seront pas subdivisés et qu'ils seront considérés comme terres en culture, les propriétaires actuels de ces lots annexés paieront à la cité de Saint-Laurent les mêmes taxes qu'ils ont payées à la corporation municipale dont ils sont détachés, pour l'année 1954.

Partie du  
quartier  
Leduc.

Ce territoire annexé fera partie du quartier Leduc.

Entrée en  
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. Notwithstanding section 17 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 97, and the resolutions of the interested municipal councils which have been adopted afterward, the territory comprising lots numbers 84, 85 and 86 of the cadastre of the parish of Pointe Claire is annexed to the city of Saint-Laurent.

As long as such lots remain unsubdivided and are considered as lands under cultivation, the present owners of such annexed lots shall pay to the city of Saint-Laurent the same taxes as they have paid to the municipal corporation from which they are detached, for the year 1954.

Such annexed territory shall be part of Leduc Ward.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Basis.

Terri-  
toires an-  
nexés.

Taxes in-  
changed.

Part of  
Leduc  
ward.

Coming  
into force.